

FSE et FEDER

Des fonds sociaux européens complémentaires
pour favoriser l'innovation
dans les quartiers urbains franciliens en difficulté.

Dix territoires franciliens ont été sélectionnés le 8 juillet 2008 pour recevoir ces fonds européens dans le cadre d'un appel à projets « In'Europe » (« In » pour innovation). 80 millions d'euros de crédit FSE et FEDER seront investis d'ici 2013 dans ces territoires pour promouvoir l'innovation technologique, l'innovation sociale, le développement économique. Les crédits investis devront aussi permettre de regrouper des zones urbaines sensibles en très grande difficulté et des zones de développement dynamiques où se créent les entreprises.

2007-2013

Les priorités transversales des actions
cofinancées par le FSE :

Pour cette nouvelle période, toutes les actions
co-financées par le FSE doivent tenir compte
des priorités transversales suivantes :

- Le respect de l'égalité femmes / hommes
- Le principe d'égalité des chances
- Le caractère transnational ou interrégional des actions
- Le caractère innovant des actions
- La prise en compte du développement durable
- Le vieillissement actif
- L'intégration des personnes handicapées

CONTACTS

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la
formation professionnelle d'Ile-de-France

66, rue Mouzaïa
75019 PARIS

Service FSE
01 44 84 26 25
01 44 84 87 51

En savoir plus sur les fonds européens en Ile-de-France

<http://www.europeidf.fr>

En savoir plus sur les fonds européens et
l'Union européenne en général

<http://www.projetsdeurope.gouv.fr>

<http://europa.eu>

Le Fonds Social Européen en Ile-de-France 2007-2013



FSE

Le Fonds Social Européen ... mode d'emploi !

Qu'est-ce que c'est ?

Un instrument financier de la politique européenne de cohésion destiné à apporter des réponses pertinentes aux enjeux socio-économiques territoriaux.

Pour quoi faire ?

Pour financer pour partie des opérations destinées à développer les compétences et améliorer les perspectives professionnelles des citoyens européens. L'Ile-de-France bénéficie pour la période 2007-2013 de 534,8 millions d'euros.

Comment ?

Le Programme opérationnel FSE national « compétitivité régionale et emploi 2007-2013 » précise les types d'actions éligibles, le cadrage financier et les modalités de mise en oeuvre des opérations, déclinées en 5 axes d'intervention, eux-mêmes déclinés en mesures et sous-mesures.

Axe 1

Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques

Axe 2

Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi

Axe 3

Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale

Axe 4

Investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transnationales

Axe 5

Assistance technique

Pour qui ?

Les associations, entreprises de moins de 250 salariés, collectivités territoriales, universités, pôles de compétitivité, Conseil régional et généraux, partenaires sociaux, Maisons de l'emploi, plans locaux pour l'insertion et l'emploi... selon les axes et mesures choisis.

Axe d'intervention 1

Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques (101 millions d'euros)

- Favoriser le maintien et le reclassement des travailleurs âgés dans l'emploi
- Développer l'accès à la formation pour les travailleurs peu qualifiés et les salariés des PME et TPE
- Améliorer l'accès à l'apprentissage

Zoom sur deux projets financés par le FSE :

PARIS : Le « Groupement des jeunes créateurs parisiens », en 2008, a permis à 45 jeunes de bas niveau de qualification de faire émerger des projets de création d'activité visant de très petites entreprises ou des associations. Il offre un accompagnement individualisé nécessaire à la vérification de la faisabilité de leur projet et la possibilité d'accéder à un parcours diplômant de niveau bac + 2.

ESSONNE : Le projet « stratégie et moyens pour l'emploi dans les PME », porté par OPTICS VALLEY, vise à accompagner 40 PME et PMI du territoire Francilien dans leur stratégie de développement économique et d'anticipation des mutations économiques en contribuant aux évolutions nécessaires en termes de vision et de formation des dirigeants, de recrutement des collaborateurs par le biais de diagnostics, de sessions de formation et de mise en place de bourses de l'emploi.

Axe d'intervention 2

Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi (111 millions d'euros)

- Augmenter le taux d'emploi des jeunes, des seniors et des populations issues de l'immigration par l'amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi
- Améliorer l'accès à la formation des jeunes et des adultes et au retour à l'emploi des femmes et des chômeurs de plus de 50 ans
- Aider à l'intégration des migrants

Zoom sur un projet financé par le FSE :

HAUTS-DE-SEINE : « La crèche Arc-en-ciel » de Bagneux. L'IEPC a proposé un projet innovant de création d'une crèche à horaires décalés (7h-21h) destinée aux familles en prise avec la désaffiliation socioprofessionnelle. Le projet s'adresse avant tout aux familles monoparentales, aux familles bénéficiaires des minima sociaux, mais aussi à celles habitant les ZUS, SRU ou les quartiers CUCS qui, faute de garde adaptée pour leurs enfants, cessent toute démarche de recherche d'emploi ou de reprise d'une activité professionnelle.

Axe d'intervention 3

Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale (246 millions d'euros)

- Réduire les inégalités territoriales face à l'emploi, et favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées
- Lutter contre les discriminations, pour la diversité et l'inclusion sociale
- Réduire l'échec scolaire
- Renforcer la cohésion sociale, notamment dans les quartiers défavorisés

Zoom sur trois projets financés par le FSE :

YVELINES : La librairie populaire du mille-feuilles. Ce chantier d'insertion, basé à Trappes, a pour but de permettre, chaque année, à quelques 24 salariés en insertion, de retrouver une activité professionnelle valorisante et structurante, à travers les différentes activités de la librairie « populaire » (récupération, triage, remise en état).

VAL-DE-MARNE : En 2007, l'association AEF a accompagné 107 personnes très éloignées de l'emploi vers les métiers des services à domicile et de l'entretien, par la mise en place de parcours de formation incitatifs et d'un suivi extraprofessionnel. Dans ce type d'actions les participants sont amenés à exécuter des tâches concrètes et à entretenir le lien social avec les personnes chez qui ils travaillent.

SEINE-SAINT-DENIS : Apij Bat « aide aux postes des entreprises d'insertion ». Depuis 2005 cette entreprise développe une activité de bâtiment ossature-bois et éco-construction et propose des postes de maçon, carreleur, électricien, plombier, menuisier... Les personnes éloignées de l'emploi embauchées par un contrat de travail sur des postes d'insertion, bénéficient d'un accompagnement social et professionnel leur permettant d'intégrer ensuite le marché du travail.

Axe d'intervention 4

Investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transnationales (57 millions d'euros)

- Améliorer les systèmes de formation en vue de contribuer à la qualité des emplois et la mise en réseau des acteurs sur les territoires
- Faciliter le développement d'une économie fondée sur la connaissance par l'amélioration de la qualité du système d'éducation, d'orientation et de formation

Zoom sur trois projets financés par le FSE :

VAL-DE-MARNE : En 2007, l'ADIL Boutique de Gestion a accompagné dans leurs projets les créateurs et les développeurs d'activité. Elle fournit les informations, les conseils, les aides et la formation aux techniques de gestion et de management dont les porteurs de projet ont besoin avant et pendant la création d'activité. 80 diagnostics pré-accompagnement et post-accompagnement et 45 ingénieries individuelles et collectives ont été réalisés.

SEINE-ET-MARNE : L'opération « La balle au bond », portée par la maison de l'emploi de Sénart, a facilité l'accès et le retour à l'emploi de femmes ayant des enfants sans solution d'accueil, par la mise en œuvre de modes de garde adaptés en particulier sur des horaires atypiques et irréguliers et par l'accompagnement dans leurs démarches.

VAL D'OISE : L'opération « transmission des savoirs et savoir-faire en situation de travail » animée par MCC Mobilités a pour but de permettre la transmission des compétences au sein des entreprises du Val d'Oise dont une part importante de leur effectif est en deuxième partie de carrière voire en fin de carrière. Ces entreprises cherchent à maintenir au sein de leur organisation des savoir-faire professionnels peu ou pas formalisés et détenus par des personnes expérimentées qui sont appelées à partir à la retraite dans un délai plus ou moins rapide.

Axe d'intervention 5

Investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transnationales (57 millions d'euros)

- Financer les dépenses liées à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, à la sensibilisation et aux échanges de bonnes pratiques, aux contrôles et aux audits du Programme opérationnel
- Abonder financièrement les activités visant à renforcer les moyens administratifs nécessaires à la mise en oeuvre du programme, aux plans tant national que régional.



Autre projet en Seine-Saint-Denis : Ecole de la deuxième chance



Hauts-de-Seine : La crèche Arc-en-ciel



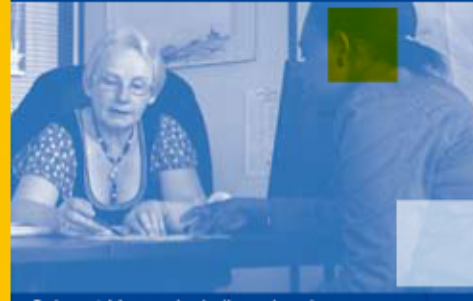
Val-de-Marne : Association AEF



Autre projet en Yvelines : Centre d'initiative des métiers de l'aide à la personne



Seine-Saint-Denis : Apij Bat



Seine-et-Marne : La balle au bond



Yvelines : Librairie populaire du Mille-feuilles